



Communiqué de presse
À Pantin, le 28 mars 2019

VIH/SIDA : L'INFLECHISSEMENT DE L'EPIDEMIE EN FRANCE EST ENTRE LES MAINS DE L'ETAT

Santé Publique France a publié ce matin les dernières données de dépistage pour le VIH/sida : l'épidémie de VIH n'a pas reculé en France entre 2010 et 2017. Pourtant des leviers existent. C'est la volonté politique qui manque. AIDES interpelle les pouvoirs publics sur un plan d'action pour accélérer la lutte contre le sida et infléchir durablement la courbe de l'épidémie. Outre des campagnes de sensibilisation du grand public, l'accent doit être mis sur un dépistage et une prévention plus efficaces.

Depuis plusieurs années, les initiatives locales et les expérimentations portées par les associations se multiplient pour encourager le dépistage régulier, la mise sous traitement précoce et le suivi au long cours. Les stratégies en direction des populations les plus exposées, hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), migrants-es, usagers-ères de drogues, intégrant notamment la Prep et la mise sous traitement des personnes séropositives ont fait leurs preuves mais elles tardent à être généralisées. Ce retard se traduit par de nouvelles contaminations. Chaque jour compte pour espérer circonscrire l'épidémie. Pour passer la vitesse supérieure, des solutions existent. Reste aux pouvoirs publics de s'en saisir.

Une veille en temps réel et des données sociologiques pour mieux cibler le dépistage

Aujourd'hui, les acteurs de terrain composent avec des données datées de deux ans. Impossible donc d'adapter les stratégies de prévention de manière suffisamment réactive. Le retard pris en France dans les déclarations n'est pas acceptable, il est unique en Europe. Par ailleurs, ces données sont trop peu qualifiées. Afin d'affiner réellement et efficacement les besoins des populations clés, nous avons besoin de davantage de données sociologiques les concernant.

Un meilleur accès au dépistage

- Le pilotage des fonds attribués par les Agences Régionales de Santé (ARS).

Les ARS doivent s'assurer de l'utilisation efficace des fonds alloués. Par exemple, il leur revient de vérifier que les Cegidd (Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic) assurent une offre adaptée aux besoins des populations clés de l'épidémie avec, notamment, un travail de ciblage.

Elles doivent également faciliter la distribution des autotests en laboratoires de biologie, en Cegidd, mais aussi dans les lieux et associations communautaires.

- L'accès au dépistage régulier du VIH et des IST sans ordonnance et quel que soit sa couverture sociale en laboratoire de biologie.
- L'ouverture dès 2020 de nouveaux centres de santé sexuelle communautaire dans les villes les plus touchées.

Un accès à l'offre de prévention facilité pour tous-tes, quel que soit le statut sérologique

- La délivrance de TPE (traitement post-exposition) par des acteurs-trices communautaires formés.
- La prescription de la Prep par les généralistes, les gynécologues et les centres de santé sexuelle communautaire.
- La possibilité de dispenser le traitement pour trois ou six mois

Découvrez la note complète comprenant l'ensemble de nos revendications.

À propos de AIDES

Créée en 1984, AIDES est la première association de lutte contre le sida et les hépatites en France et en Europe. Elle est reconnue d'utilité publique et labellisée "don en confiance" par le Comité de la Charte. AIDES agit depuis 30 ans avec et auprès des populations les plus vulnérables au VIH/sida et aux hépatites pour réduire les nouvelles contaminations et accompagner les personnes touchées vers le soin et dans la défense de leurs droits. Plus globalement, l'association joue un rôle majeur dans l'amélioration de la prise en compte des malades dans le système de santé en France, l'évolution des droits des personnes vulnérables et la lutte contre les discriminations.

Ses principes : respect, indépendance, confidentialité et non-jugement.

Suivez nous sur :



aides.org

Contacts presse

Elody Croullebois

01 77 93 97 65 / 06 98 68 01 68

ecroullebois@aides.org

Anne-Charlotte Chéron

06 10 41 23 86

accheron@aides.org